



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Réception des soumissions - TPSGC / Bid Receiving -
PWGSC
1550, Avenue d'Estimauville
1550, D'Estimauville Avenue
Québec
Québec
G1J 0C7

Revision to a Request for a Standing Offer

Révision à une demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Offer remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'offre demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

TPSGC/PWGSC
601-1550, Avenue d'Estimauville
Québec
Québec
G1J 0C7

Title - Sujet RFSO-Environmental Evaluations		
Solicitation No. - N° de l'invitation EE517-173361/A		Date 2017-08-29
Client Reference No. - N° de référence du client EE517-173361		Amendment No. - N° modif. 005
File No. - N° de dossier QCL-6-39407 (038)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$QCL-038-17156		
Date of Original Request for Standing Offer Date de la demande de l'offre à commandes originale		2017-07-06
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-09-08		Time Zone Fuseau horaire Heure Avancée de l'Est HAE
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Fournier, Annie		Buyer Id - Id de l'acheteur qcl038
Telephone No. - N° de téléphone (418) 649-2775 ()	FAX No. - N° de FAX (418) 648-2209	
Delivery Required - Livraison exigée		
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:		
Security - Sécurité This revision does not change the security requirements of the Offer. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de la présente offre.		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Acknowledgement copy required Accusé de réception requis	Yes - Oui <input type="checkbox"/>	No - Non <input type="checkbox"/>
The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer. Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.		
Signature	Date	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
For the Minister - Pour le Ministre		

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EE517-173361/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EE517-17-3361

N° de la modif - Amd. No.
005
File No. - N° du dossier
QCL-6-39407

Id de l'acheteur - Buyer ID
qcl038
N° CCC / CCC No. / N° VME - FMS

MODIFICATION 005

La modification 005 comprend les éléments suivants :

1. Dix (10) questions et réponses
2. Modifications (2) à la demande d'offre à commandes

1. En lien avec l'invitation EE517-173361/A, veuillez prendre note des questions et des réponses suivantes :

Question #1 :

Nous aimerions savoir s'il est possible de présenter l'organigramme sur format 11X17 qui compterait pour une page seulement.

Réponse #1 :

Le soumissionnaire doit respecter les instructions pour la préparation des offres, tel qu'indiqué à la Partie 3 de la demande d'offre à commandes.

Question #2 :

Pour le poste de directeur de projet, est-ce qu'il peut s'agir de technicien senior en environnement et faune, mais ayant un plus grand nombre d'années et de diversité d'expérience que ce qui est exigé?

Réponse #2 :

Les critères techniques demandés au tableau 1 de la pièce jointe #1 sont obligatoires. Toute soumission qui ne respecte pas l'une ou l'autre des exigences obligatoires indiquées à la section 1 de la pièce jointe #1 sera déclarée non recevable.

Question #3 :

Pour ce projet, les documents de soumission indiquent que le document 2006 (version du 2016-04-04) – Instructions uniformisées – demande d'offres à commandes – biens ou services – besoins concurrentiels s'appliquent, toutefois seule la version du 2017-04-27 est disponible sur le site du gouvernement.

Quelle est la version que TPSGC souhaite utiliser et, le cas échéant, merci de nous faire parvenir la version du 2016-04-04.

Réponse #3 :

La version 2017-04-27 des instructions uniformisées 2006 est celle qui est doit être utilisée. La demande de proposition sera amendée en ce sens.

Question #4 :

Il est mentionné à la Section D. « Exécution des services » (p. 30 de 55 pour Études Env et p. 31 de 56 pour Évaluations Env - pdf) - volet Santé et Sécurité, que la firme qualifiée accepte de prendre à sa charge toutes les responsabilités notamment dévolues au Maître d'œuvre en vertu de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (« LSST ») et d'agir comme surveillant de chantier, le cas échéant.

SVP pouvez-vous clarifier comment s'appliquera cette exigence, car, selon notre compréhension, il n'y aura pas de chantier de construction au sens de la LSST? Même si une situation de chantier de construction était possible, nous comprenons que la firme qualifiée demeure responsable de la santé et sécurité de son personnel et de ses sous-traitants (sur lesquels la firme exerce un contrôle direct via un lien contractuel), cependant, il nous serait très difficile d'avoir un contrôle réel sur des intervenants au chantier avec lesquels nous n'aurions aucun lien contractuel. Ainsi, est-ce possible de retirer l'exigence qu'au moment de l'acceptation de l'offre à commande, la firme qualifiée accepte de prendre à sa charge toutes les responsabilités normalement dévolues au Maître d'œuvre en vertu de la CSST (par. 3 et suivants du volet « Santé et Sécurité », section D.)?

Réponse #4 :

Veuillez prendre note des modifications apportées à l'Annexe A plus bas dans ce document en guise de réponse à la question.

Question #5 :

1) L'annexe C concernant les références inclut la présentation de 2 projets par annexe pour un même client.

a) Est-ce que l'annexe peut être adaptée pour contenir plus ou moins que 2 projets ? Ex : 1 projet ou 3 et plus.

b) Est-ce que les différents projets présentés dans une même annexe pour un même client comptent pour autant de références ou pour une seule ? Ex : Un même client complète une annexe avec 2 projets (ou plus si permis), est-ce que cela compte pour une référence (1 annexe peu importe le nombre de projets) ou 2 références et plus (1 annexe avec 2 projets et plus) ?

2) Est-ce que les lettres de référence comptent dans le calcul du nombre maximal de 40 pages de la soumission technique ?

Réponse #5 :

a) L'annexe C propose un modèle de lettre de référence de l'offrant, qui peut être adaptée selon les besoins. Le soumissionnaire doit s'assurer de répondre à tous les critères techniques demandés.

b) Il s'agit de fournir au minimum 5 références (soit une référence par projet) provenant d'au moins 3 clients différents.

2) SPAC accepte que les lettres de références ne soient pas incluses au nombre maximum de 40 pages, tel qu'indiqué dans le document de demande d'offre à commandes.

Question #6 :

À la page XIII, section 1.5 – Références :

En référence avec les lettres que nous devons fournir, compte tenu de diverses circonstances (l'autorité responsable est en vacances, n'est plus à l'emploi du donneur d'ouvrage ou a été mutée, etc.) et des nombreuses exigences (limite dans le temps, nombre de services requis, etc.), nous devons retrancher plusieurs projets qui autrement pourraient se qualifier dans le présent appel d'offres.

Bien que vous ayez déjà répondu à une question similaire relativement à ce sujet, à tout le moins, seriez-vous disposés à nous laisser un délai additionnel pour nous assurer d'obtenir les références aux projets que nous avons sélectionnés? Cela nous permettrait de présenter une offre technique susceptible de remporter un meilleur pointage, et surtout de donner un meilleur portrait de la qualité et de la diversité de la prestation que nous pouvons offrir à TPSGC et à sa clientèle.

Réponse #6 :

Le Canada accepte de prolonger l'appel d'offres jusqu'au 8 Septembre 2017. Voir les détails à la fin du présent document.

Question #7 :

Pourriez-vous svp préciser en quoi les études de caractérisation mentionnées à la section C1.1 doivent être différentes des inventaires mentionnés à la section C1.3?

Pourriez-vous svp définir plus spécifiquement ce que vous entendez par « études de caractérisation » (section C1.1), « échantillonnage » (section C1.2) et inventaires (section C1.3)? Selon notre compréhension, ces termes se ressemblent et peuvent être intervertis en certaines occasions ou englobés dans « étude de caractérisation ».

Réponse #7:

La section C1.1 concerne la réalisation d'études de caractérisation visant la description d'une ou plusieurs composante(s) biologique(s) ou physicochimiques(s) de l'environnement de divers milieux. Il peut s'agir, par exemple et sans s'y limiter, de caractériser les composantes d'un milieu en vue de décrire ses propriétés relativement au potentiel de présence d'une espèce végétale ou relativement à son usage par une espèce animale.

La section C1.2 concerne la réalisation d'activités d'échantillonnage visant la description de caractéristique(s) d'une ou plusieurs composante(s) biologique(s) ou physicochimiques(s) de l'environnement de divers milieux. Il peut s'agir, par exemple et

sans s'y limiter, d'échantillonnage d'eau ou de sol en vue d'en déterminer la qualité, d'échantillonnage d'individus d'une espèce animale pour mesurer la présence d'un contaminant, etc.

La section C1.3 concerne la réalisation d'inventaire visant une ou plusieurs espèces de divers milieux, tel que la faune et la flore des milieux terrestres ou aquatiques. Il peut s'agir, par exemple et sans s'y limiter, d'inventaires visant à déterminer la présence d'une espèce dans un secteur donné et/ou à estimer son nombre, à évaluer sa densité, à établir sa répartition, etc.

On conçoit que l'un et l'autre de ces trois volets peuvent se retrouver dans une même étude environnementale.

Question #8 :

À la page li du document d'appel d'offres, l'item b) pour l'évaluation de la complexité mentionne « au moins une espèce menacée, vulnérable ou en péril ». Est-ce que les espèces susceptibles d'être désignées menacées ou vulnérables au Québec doivent être incluses ou exclues?

Réponse #8 :

L'expression « *au moins une espèce menacée, vulnérable ou en péril* » réfère aux deux niveaux de juridiction, c'est-à-dire fédéral et provincial. Les espèces susceptibles d'être désignées menacées ou vulnérables au Québec sont donc incluses.

Question #9 :

Relativement à l'étude d'impact (page XXV, Section C1) il est question d'une étude d'impact sur l'environnement selon la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement. Notre interprétation est que cette procédure requiert la réalisation d'audience publique conduite par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) du Québec. Ce genre de procédure est effectuée une dizaine de fois par année à travers le Québec et, à la lecture des projets au registre, ils sont non seulement peu nombreux, mais de grande envergure. Il s'agit essentiellement de construction de route, d'usine, de mine, de parc éolien et de projets en hydroélectricité. Il nous semble que cette exigence est démesurée pour l'ampleur et la nature des mandats des études environnementales octroyés dans le cadre de l'AMA de 2009.

Réponse #9 :

Dans différentes circonstances, TPSGC doit procéder à des demandes d'autorisation au niveau provincial pour ses clients. La réalisation d'une étude d'impact en vertu de la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement de la LQE n'aboutit pas obligatoirement en audience publique conduite par le BAPE. Plusieurs de ces études sont réalisées sans que ledit processus d'audiences publiques s'applique, car d'autres options d'audiences sont disponibles, selon le cas. Au besoin, vous pouvez consulter la procédure d'évaluation environnementale au Québec méridional, disponible sur le site internet du MDDELCC : <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/evaluations/procedure.htm>.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EE517-173361/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EE517-17-3361

N° de la modif - Amd. No.
005
File No. - N° du dossier
QCL-6-39407

Id de l'acheteur - Buyer ID
qcl038
N° CCC / CCC No. / N° VME - FMS

Question #10 :

Est-ce qu'une référence équivaut à un projet, tel qu'énoncé à la section 2.3 de la pièce jointe#1? et
Est-ce qu'une référence peut équivaloir à plusieurs projets, tels qu'énoncés à la section 2.3 de la pièce jointe #1, réalisés pour un même client?
Ex. Nous présentons les projets #1 et #2 à la section 2.3 pour le client M. XY. Le projet #1 est de l'ordre de 10 000 \$ et le projet #2 est de l'ordre de 15 000 \$. Est-ce que ça pourrait équivaloir à une référence pour ce client pour ces deux projets?

Réponse #10 :

Cette façon de présenter les références peut aussi être acceptable, en autant que l'offrant présente au minimum cinq références provenant d'au moins trois clients différents. TPSGC peut considérer qu'une référence équivaut à un projet, si toutes les conditions énoncées à la section 1.5 de la partie 5 du document d'offres à commandes ont été respectées. Par conséquent, des travaux totalisant 25,000.00\$ pour un même client dans une même année peut être une référence acceptable.

2. Modifications (2) aux documents de la demande de propositions :

#1 : Annexe A- Énoncé des travaux

D. EXÉCUTION DES SERVICES

Santé et sécurité

YYY = Effacer

YYY = Remplacé par

Santé et sécurité

Un plan de santé et sécurité spécifique au site et aux activités prévues dans le plan de travail devra être élaboré par la firme pour les commandes où des travaux de terrain seront requis. ~~Le consultant sera responsable de son application lors de la réalisation des travaux.~~ Le consultant sera responsable de la santé et la sécurité des travailleurs exécutant les activités prévues sur le terrain ainsi que de l'application du plan de santé et sécurité lors de la réalisation des travaux. Le plan devra être conforme aux lois, règlements, codes, et bonnes pratiques applicables à tous les aspects du projet et aux travaux à effectuer sur le terrain. La firme est responsable de s'assurer de la conformité du plan de santé et sécurité. Un plan d'urgence doit également être inclus. Le plan devra être remis au représentant de TPSGC avant le début des travaux de terrain.

Par ailleurs, des mesures de sécurité devront être appliquées, le cas échéant, pour protéger les usagers des sites où les travaux auront lieu. Notamment, des panneaux indicateurs, des rubans ou des clôtures devront être installés pour délimiter le périmètre des zones de travaux. La liste des mesures de sécurité prévues devra également être remise au représentant de TPSGC avant le début des travaux de terrain.

~~Au moment de l'acceptation de l'offre à commande, la firme qualifiée accepte de prendre à sa charge toutes les responsabilités normalement dévolues au maître d'œuvre en vertu de la Loi~~

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EE517-173361/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EE517-17-3361

N° de la modif - Amd. No.
005
File No. - N° du dossier
QCL-6-39407

Id de l'acheteur - Buyer ID
qcl038
N° CCC / CCC No. / N° VME - FMS

~~sur la santé et la sécurité du travail et d'agir comme surveillant de chantier, le cas échéant.~~ Par conséquent, avant de commencer les travaux, la firme doit notamment: [...]

#2 : PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

EFFACER

Le document 2006 (2016-04-04) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

INSÉRER

Le document 2006 (2017-04-27) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

****Tous les autres termes et conditions demeurent inchangés****